

■ Droit coopératif, Ohada

# Une mise en œuvre chaotique

Un an après la mise en place de l'Acte uniforme relatif au droit des sociétés coopératives, autrement appelé Auscoop dans une partie des Etats africains, la concrétisation est laborieuse, révélant ainsi des enjeux nationaux encore plus complexes pour les organisations agricoles. Le Togo et le Gabon semblent les plus avancés.

Le 15 mai 2013, était devenu applicable pour toutes les coopératives, l'Acte uniforme relatif au droit des sociétés coopératives (Auscoop : voir encadré) qui uniformise le droit coopératif dans les 17 Etats Parties<sup>1</sup> à l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (Ohada).

## Lente application

Le nouveau modèle coopératif connaît un retard notable depuis son application obligatoire. Seuls le Togo et le Gabon semblent plus avancés par la mise en place d'un ministère de tutelle et l'immatriculation de quelques coopératives agricoles selon le nouveau modèle<sup>2</sup>. Dans les autres pays, la connaissance de l'existence de l'acte par les acteurs économiques, certains services de l'Etat ou les partenaires<sup>3</sup> des organisations professionnelles agricoles (OP) semble limitée. De plus, certains Etats n'ont amorcé la mise en œuvre de la règle communautaire seulement vers la fin du délai transitoire. Il faut dire que la

volonté de l'Auscoop d'uniformiser le droit de pays, dotés de lois coopératives différentes, est sans doute très ambitieuse.

## En rupture

En effet, l'étude de Farm<sup>4</sup> (février 2014) démontre qu'elle a aussi voulu embrasser tous les secteurs d'activités sans tenir compte de la particularité de l'agriculture soumise à des aléas différents, dans un contexte de structuration des OP dans l'espace Ohada en pleine construction. Enfin, le manque de publicité et de maîtrise des contours de l'acte participe à la réticence des OP à se conformer aux nouvelles règles dans un délai de transition jugé trop court et avec de fortes exigences. Elles fonctionnent souvent en effet sans respecter les statuts, s'ils existent. Une grande adaptation des organisations agricoles et des agents de l'Etat à ce nouveau modèle coopératif est donc nécessaire. ■

### L'AUSCOOP, C'EST QUOI ?

L'Auscoop est le 9<sup>e</sup> acte uniforme adopté par l'Ohada. Il régit le droit des coopératives des Etats parties dans toutes les branches d'activité dont l'agriculture. L'étude de la Fondation Farm<sup>4</sup> veut s'inscrire dans la lignée des principes et valeurs coopératifs universellement reconnus. Elle donne une grande liberté aux coopérateurs dans le fonctionnement de leur société contrairement à certaines règles et pratiques nationales existantes qui permettraient aux gouvernements d'intervenir dans la gestion des coopératives. Elle exige aussi des garanties financières importantes de la part des coopératives. L'objectif de ce nouveau texte est d'assurer une meilleure stabilité juridique des coopératives agricoles pour à terme développer leur performance économique<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> Actuellement, ces états sont le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Centrafrique, la Côte d'Ivoire, les Comores, Le Gabon, la Guinée, la Guinée Bissau, la Guinée équatoriale, le Mali, le Niger, la République démocratique du Congo, le Sénégal, le Tchad et le Togo.

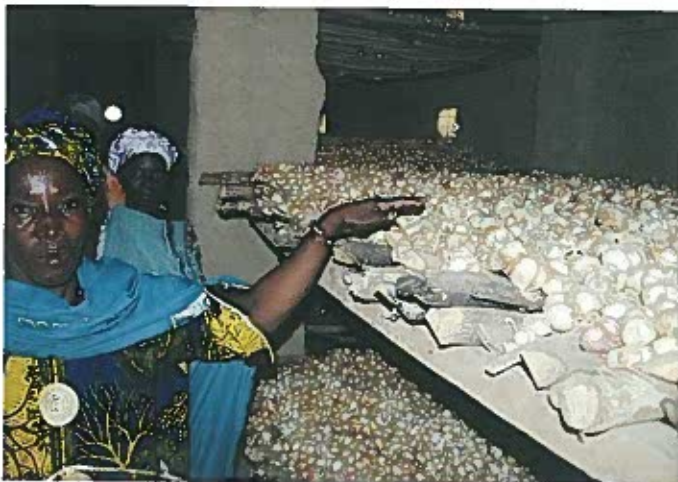
<sup>2</sup> Idem.

<sup>3</sup> Type bailleurs de fonds et ONG.

<sup>4</sup> Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde.

<sup>5</sup> Etude FARM précitée.

**Théo Gning**



Photos : Foto Jigji/Pocern



■ Moussa Diarra, Président de l'Union de coopératives du Mali « Faso Jigi/Paccem »

## De nombreuses dispositions vont changer

M. Diarra nous fait partager l'expérience de sa société coopérative « Faso Jigi/Paccem », au Mali.

### L'information agricole - Pourriez-vous nous présenter votre organisation ?

**Moussa Diarra** ■ Faso Jigi/Paccem est une union de sociétés coopératives créée en 1997 sous l'égide de l'Agence Canadienne de Développement International qui a apporté son soutien financier au Projet d'Appui à la Commercialisation des Céréales au Mali (Paccem), mis en œuvre par l'Union des producteurs agricoles du Québec - développement international (UPA-DI). Notre mission est de permettre aux producteurs de jouer, à travers leur organisation, un rôle actif dans les filières céréales (riz, mil et sorgho) et échalotes, afin d'obtenir un juste prix pour leurs produits et un revenu plus stable. Pour cela, nous développons un certain nombre de services tels que le mécanisme de paiements anticipés, le service d'achat groupé des intrants, le système collectif de mise en marché ou encore l'accès aux équipements de gestion et de production. Grâce à notre système de fonctionnement, nous avons déjà remporté plusieurs prix (voir ndlr\*).

### I. A. - Comment s'est passé la transition vers le nouveau droit coopératif ?

**M. D.** ■ Très timidement au Mali. L'acte uniforme OHADA sur les coopératives a été signé par les ministres concernés en 2010 et jusqu'en fin 2013 les coopératives n'étaient pas au courant de l'existence de cette loi. En 2012 lorsque Faso Jigi cherchait les récépissés pour deux coopératives productrices d'échalotes soutenues par FARM, nous nous sommes rendus compte que même les agents

du service de la tutelle n'étaient pas au courant de l'existence de la loi Ohada. A l'époque, les récépissés ont été délivrés sur la base de la loi malienne régissant les sociétés coopératives. Actuellement, il n'existe aucun modèle de statuts et règlements intérieur issu de ce nouveau droit mis à notre disposition par l'Etat.

### I. A. - Quels seront les impacts du modèle Ohada sur votre structure ?

**M. D.** ■ Faso Jigi se prépare activement à ce nouveau changement. Il existe deux types de coopératives avec ce nouveau droit : la coopérative primaire sans conseil d'administration et la coopérative avec conseil d'administration. Comme nous sommes une union de coopératives, si toutes les coopératives à la base ne choisissent pas le même type de société coopérative, un problème de gestion et de fonctionnement à l'intérieur de l'union risque de se poser. C'est surtout au niveau des coopératives de base de Faso Jigi que ce risque existe vu les moyens limités dont elles disposent face aux contraintes financières importantes de la nouvelle loi, notamment pour la constitution des

réserves. Pour l'instant, nous ne maîtrisons pas tout le contenu de la loi Ohada sur les coopératives vu la non association des OP concernées dans l'élaboration de cet acte uniforme.

### I. A. - Quels sont vos besoins dans la mise en œuvre de ce nouveau droit ?

**M. D.** ■ Beaucoup de dispositions vont changer avec cette loi, cela demande beaucoup de sensibilisation et d'information auprès des membres, à la base. Et il est important de former les élus et les membres pour mieux utiliser ce nouvel outil, surtout au regard de la grande liberté statutaire dont ils disposent désormais. Mais pour y arriver, il est indispensable d'avoir un soutien financier et humain pour les frais liés à la réalisation des statuts et la formation de nos membres.

\* NDLR : Premier prix à l'AGRF Awards 2012 sur la catégorie des organisations paysannes et deuxième prix à l'Africa Awards 2013 sur la catégorie des diversifications des revenus aux membres).



Foto Jigi/Paccem